

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE POYETTON

Paru le Mercredi 04 Août 2004, Le Courier

PUBLICATION - La philosophe Marie-Claire Caloz-Tschopp publie un nouvel ouvrage sur les camps aux frontières. Entre la brutalité de la réalité et le questionnement philosophique.

L'Europe se barricade, se protège d'un ennemi inoffensif. Elle nie sa richesse multiculturelle, et sa population ne s'en préoccupe guère. C'est la banalisation de cette nouvelle politique étatique qui tend à la négation de l'autre qu'analyse Marie-Claire Caloz-Tschopp, chargée de cours à l'Université de Lausanne et de Louvain et maîtresse d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève, dans son ouvrage *Les étrangers aux frontières de l'Europe et le spectre des camps* [1]. «Aujourd'hui, nous vivons une époque où la critique ne suffit plus. Il faut se mettre en posture d'étonnement.» Au-delà de la description de situations précises, la philosophe en appelle, dans son ouvrage, à la création d'un nouveau mouvement historico-culturel. Entretien.

Le Courier: Qu'entendez-vous par «spectre des camps»?

Marie-Claire Caloz-Tschopp: Dans *Le tamis helvétique*[2], je décrivais déjà la crise du droit d'asile. Je craignais que la seule arme qui allait être utilisée pour la résoudre serait l'arme sécuritaire. Aujourd'hui, la carte des camps aux frontières de l'Europe et la multiplication des mesures montrent que mes craintes étaient fondées. Les camps sont apparus dans le modèle de dissuasion fabriqué en Allemagne en 1980. Dans le journal *Réfugiés*, le HCR sonnait l'alarme. Le Gouvernement allemand a menacé d'arrêter ses subventions si le journal n'était pas retiré. Ce qui a été fait par le HCR. Dernièrement, *Le Monde diplomatique* a publié une carte des lieux de détention d'étrangers aux frontières d'Europe. Il en existe une myriade. Ces cartes sont inquiétantes. Nous avons besoin d'un autre paradigme pour réfléchir à la place qu'on veut donner aux étrangers. Une réflexion historique et philosophique est nécessaire. Les camps n'ont pas été inventés par les nazis mais par les colonialistes en Afrique. Les dispositifs de détention sont mis en place sur la base d'une illusion de maîtrise, d'ordre, de contrôle, de violence d'Etat légitimée.

Pourquoi un questionnement philosophique vous a-t-il semblé nécessaire?

– Faire de la philosophie «c'est penser ce que nous faisons», écrivait Hannah Arendt. C'est penser les actes individuels et collectifs. Aujourd'hui, il y a une urgence de la pensée critique et créative. Trois auteurs m'ont plus particulièrement aidée à réfléchir sur les camps. En premier lieu, Hannah Arendt quand elle explique que les camps sont des laboratoires du système totalitaire, et non uniquement des lieux de torture, d'extermination. Le système totalitaire avait la prétention délirante

de rendre les gens «superflus», de les transformer en marionnettes pour tuer en eux la liberté, la spontanéité.

Michel Foucault a également décrit une transformation du pouvoir de dominer la vie et la mort. «C'est le droit de faire vivre ou de laisser mourir», écrit-il. Une minorité est appelée à vivre. On laisse mourir une majorité.

Colette Guillaumin, dans *L'idéologie raciste*, explique que la biologie, science phare de la modernité, a défini les bases du racisme qui va jusqu'au meurtre de masse. En bref, l'Etat totalitaire a mis en oeuvre un système de classification inventé par les sciences qui perdure aujourd'hui dans certaines pratiques. Ces éléments permettent de réfléchir au type de pouvoir qu'on veut mettre en place derrière la gestion des étrangers. Pas seulement pour eux, mais pour nous. Dans quelle société voulons-nous vivre?

Dans votre ouvrage, vous faites souvent référence à Hannah Arendt; quel parallèle faites-vous entre l'Europe d'aujourd'hui et celle de la Seconde Guerre mondiale?

– Le lien n'est pas mécanique. L'histoire ne se répète pas. Mais on retrouve des traces de cette époque dans le modèle des cercles, l'organisation des renvois qu'on conçoit aujourd'hui comme normale. La détention est organisée à grande échelle. Elle est banalisée. On s'habitue. On perd la mémoire. Nous assistons en fait à une normalisation d'une culture des «humains superflus». Les étrangers aux frontières de l'Europe y sont soumis. Mais n'oublions pas la progression des prisons dans nos sociétés. Champ-Dollon est un bon exemple.

Comment expliquez-vous cette banalisation?

– Je crois qu'il y a une certaine usure. Que je ressens moi-même. Nous sommes face à de profondes transformations du système économique et politique. On essaie de résister mais on ne sait pas comment. On essaie de dénoncer, de trouver les coupables. Avoir une pensée critique veut dire distinguer, et non projeter sur l'autre ce qui ne va pas. Aujourd'hui, nous vivons une époque où, davantage que critiquer, nous devons nous mettre en position d'étonnement. On ne peut plus réduire les processus sociaux à des mécanismes de marché. On doit réfléchir à ce que nous vivons. Nous devons reconstruire une philosophie de l'histoire, résister, créer.

Pourquoi avoir choisi de parler des marges pour exprimer la montée sécuritaire en Europe?

– La frontière n'est pas seulement une frontière terrestre qui sépare les nationaux des étrangers. De manière générale, la frontière c'est tout ce qui sépare et discrimine y compris à l'intérieur de nos sociétés. Ceux qui vivent sur les marges sont surtout les étrangers et les femmes. Ces dernières années, nous avons assisté à un oubli du droit d'asile. Or, ce dernier est le sismographe de la démocratie et de la

construction de la paix. Kant disait qu'il n'y a qu'une seule manière d'éviter la guerre, c'est l'hospitalité. Blocher n'a jamais parlé du principe d'hospitalité. Dans le mouvement de défense du droit d'asile, il y a beaucoup de gens qui militent pour une société ouverte. Pas seulement par altruisme, mais aussi parce qu'une société fermée est totalitaire et guerrière.

Comment agir concrètement?

– Je vais parler de mon travail de chercheur par exemple. Avec ce qui se passe aujourd'hui à l'Université, il est de plus en plus difficile de travailler. Tout simplement. De plus en plus, on nous amène à transformer nos tâches en tâches de gestion, à entrer dans un système de compétition. Pourtant, il est vital de vivre dans notre travail. Par ailleurs, il faut trouver de nouvelles combinaisons entre le travail intellectuel et le mouvement social. Il existe déjà des espaces de réflexion collectifs, qu'il s'agit maintenant de multiplier. Ce n'est pas toujours facile d'être au front et de réfléchir en même temps. Ce qui est frappant aujourd'hui c'est l'accélération de nos vies, on a de moins en moins le temps. Nos espaces de rêves se perdent. Sans rêves, sans distance, il n'y a pas d'étonnement. La pensée et la distance nous permettent de résister à la violence.

Sommes-nous en train d'assister à la fin du droit d'asile décrit dans les Conventions de 1951?

– On sauvera le droit d'asile si on veut le sauver. L'activité de penser, d'imagination est un outil précieux. Dans ce pays, le travail intellectuel est déformé. C'est le règne du pragmatisme lié au marché. La pensée n'est pas «instrumentalisable». Notre rôle est de faire en sorte que le travail intellectuel se démocratise. Qu'il soit l'affaire de tous.

[1]Les étrangers aux frontières de l'Europe et le spectre des camps, Marie-Claire Caloz-Tschopp, Editions La dispute, Courtry, juin 2004.

[2]Le tamis helvétique, Marie-Claire Caloz-Tschopp, Editions d'en Bas, Lausanne, 1982.

Marie-Claire Caloz-Tschopp dirigera du 14 au 17 septembre un colloque international intitulé «L'action tragique du personnel du service public». L'objectif de la rencontre est de réfléchir à la pratique professionnelle des fonctionnaires (fidélité, résistance, soumission). Une partie du colloque sera consacrée à la question du droit d'asile. Informations: <http://pse.com.unige.ch> Inscription: colloque2004@pse.unige.ch